Conseil de gestion
du gouvernement
de l'Ontario

Budget des dépenses

de la province de l'Ontario pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990

VOLUME 2

ISSN 0835-5576
Imprimé par l'imprimeur de la Reine pour l'Ontario

90-01652/

PROVINCE DE L'ONTARIO
BUDGET DES DÉPENSES 1989-1990

On peut se procurer des exemplaires gratuits
du présent document à la :
Librairie du gouvernement de l'Ontario
Publications Ontario
880, rue Bay, Toronto
ou en écrivant à :
Publications Ontario
5e étage, 880, rue Bay
Toronto (Ontario) M7A 1N8
Téléphone 326-5300.
Interurbain sans frais 1-800-668-9938

PROVINCE OF ONTARIO
EXPENDITURE ESTIMATES, 1989-90

Copies are available free from:
Publications Ontario, (Bookstore)
880 Bay St., Toronto,
or by writing to:
Publications Ontario,
5th Floor, 880 Bay St.,
Toronto, Ontario, M7A 1N8.
Telephone 326-5300.
Toll free long distance 1-800-668-9938.

TABLE DES MATIÈRES

		Page
Notes explicatives		iv
Tableau 1—Sommaire général		v
Tableau 2—Exposé comparatif des totaux des ministères		vii
Tableau 3—Dépenses prévues pour 1989-1990		viii-ix
Tableau 4—Effectifs de la fonction publique de l'Ontario		xi
Bureaux		
II	Bureau de l'Assemblée législative	1
V	Bureau du directeur général des élections	7
XXIX	Bureau de l'ombudsman	11
XXXI	Bureau de vérificateur provincial	15
Index		19

NOTES EXPLICATIVES

REMARQUE : Les prévisions des dépenses budgétaires pour l'exercice 1989-1990 sont réparties en huit catégories et sont indiquées pour chaque activité. Les descriptions des catégories de dépenses ci-dessous ne sont données qu'à titre indicatif et ne sont pas nécessairement exhaustives.

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et les autres montants versés au personnel (permanent, stagiaire, non classifié ou autre) à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les traitements et indemnités versés aux membres de l'Assemblée législative, et les indemnités spéciales versées aux fonctionnaires.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les contributions versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au régime des pensions du Canada, à la Caisse de retraite des fonctionnaires, à la Caisse d'assurance-chômage, à la Commission des accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales (cas des pupilles de la province, par exemple); les coûts de réinstallation de fonctionnaires mutés ou recrutés; les frais de déménagement du mobilier et de matériel de bureau; les dépenses de transport de marchandises (exception faite du coût initial de la livraison); les frais d'affranchissement du courrier (ordinaire ou recommandé, par exemple); et les frais de communication (téléphone, télégrammes et transmission de données).

Services

Cette catégorie regroupe les services suivants : publicité, notamment pour payer les services d'agences privées ou les campagnes médiatives menées directement par les ministères; les services de location et les services extérieurs de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; les services de traitement des données; les primes d'assurances; et les autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend toutes les sommes affectées à l'achat de machines et de matériel, neufs ou d'occasion, ainsi que les montants consacrés à l'achat de tous les matériaux et fournitures nécessaires, ou au paiement des services publics.

Acquisition/construction de biens immobiliers

Cette catégorie inclut tous les frais engagés sur une base contractuelle par les ministères en vue d'accroître leur parc immobilier (achat de bâtiments neufs ou anciens) ou de construire de nouvelles infrastructures. On trouve également dans cette rubrique les sommes consacrées à l'achat de terrains.

Paiements de transfert

Cette catégorie regroupe les subventions, subsides et différents versements effectués à des particuliers, entreprises, organismes à but non lucratif ou organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, notamment celles de la Société de développement de l'Ontario (prêts-subventions et garanties d'emprunt), les impôts municipaux perçus sur les biens fonciers qui appartiennent à l'A.R.D.A., et les subventions remboursables.

Note concernant les crédits législatifs et les autres paiements

Les crédits législatifs et les autres paiements qui regroupent les prêts, avances et dotations en capital et les paiements provenant des caisses de retraite et des fonds connexes, ne constituent pas des catégories de dépenses. Les sommes requises pour les crédits législatifs et les autres paiements sont inscrites séparément, s'il y a lieu, dans la catégorie applicable à chaque niveau d'activité.

Note concernant les activités de recouvrement des dépenses

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des dépenses consacrées à une activité soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde indiqué pour l'activité est un montant nominal de 1 000 $. Si le recouvrement dépasse les dépenses, il est ajouté aux recettes générales.

TABLEAU 1 — SOMMAIRE GÉNÉRAL

Prévision des dépenses de la province de l'Ontario
pour l'exercice financier clos le 31 mars 1990

N°	Ministères	Montant à voter	Dépenses prévues par la loi	Dépenses	Autres paiements
		$	$	$	$
I	Agriculture et Alimentation	506 792 300	33 540 391	526 632 691	13 700 000
II	Bureau de l'Assemblée législative	93 570 700	1 977 700	95 548 400	–
III	Procureur général	478 653 800	745 391	479 399 191	–
IV	Bureau du Conseil des ministres	9 338 600	–	9 338 600	–
V	Bureau du directeur général des élections	645 400	–	645 400	–
VI	Affaires civiques	51 514 000	39 391	51 553 391	–
VII	Collèges et Universités	2 745 924 300	39 391	2 745 963 691	–
VIII	Sevices sociaux et communautaires	5 007 140 500	39 391	5 007 179 891	–
IX	Consommation et Commerce	156 159 200	54 891	156 214 091	–
X	Services correctionnels	453 853 900	39 391	453 893 291	–
XI	Culture et Communications	316 762 500	39 391	316 801 891	–
XII	Office des personnes handicapées	7 859 000	15 111	7 874 111	–
XIII	Éducation	4 623 098 200	572 275 391	5 195 373 591	–
XIV	Énergie	42 698 300	39 391	42 737 691	–
XV	Environnement	528 456 700	39 391	482 896 091	45 600 000
XVI	Institutions financières	40 690 300	9 297	40 699 597	–
XVII	Services gouvernementaux	726 835 200	40 391	726 875 591	–
XVIII	Santé	13 903 533 100	39 391	13 903 572 491	–
XIX	Logement	536 604 800	39 391	536 644 191	–
XX	Industrie, Commerce et Technologie	301 314 200	39 039 391	267 853 591	72 500 000
XXI	Affaires intergouvernementales	8 652 900	9 297	8 662 197	–
XXII	Travail	137 771 900	1 093 091	138 864 991	–
XXIII	Bureau du lieutenant-gouverneur	581 100	–	581 100	–
XXIV	Conseil de gestion	167 843 800	30 094	167 873 894	–
XXV	Affaires municipales	566 467 000	289 391	564 891 391	1 865 000
XXVI	Office des affaires autochtones	6 313 700	–	6 313 700	–
XXVII	Richesses naturelles	569 713 500	139 391	569 752 891	100 000
XXVIII	Développement du Nord et Mines	322 001 500	78 782	322 080 282	–
XXIX	Bureau de l'ombudsman	7 471 100	–	7 471 100	–
XXX	Cabinet du premier ministre	2 349 300	42 882	2 392 182	–
XXXI	Bureau du vérificateur provincial	7 333 000	95 200	7 428 200	–
XXXII	Revenu	839 678 500	10 462 891	850 141 391	–
XXXIII	Office des personnes âgées	9 392 100	15 111	9 407 211	–
XXXIV	Formation professionnelle	423 557 400	39 391	423 596 791	–
XXXV	Solliciteur général	469 902 400	42 391	469 944 791	–
XXXVI	Tourisme et Loisirs	200 048 500	39 391	190 487 891	9 600 000
XXXVII	Transports	2 313 050 500	39 391	2 313 089 891	–
XXXVIII	Trésor et Économie	100 308 300	4 734 239 391	4 385 047 691	449 500 000
XXXIX	Office de la condition féminine	16 711 300	–	16 711 300	–
		36 700 592 800	5 394 708 558	41 502 436 358	592 865 000
	TOTAL	42 095 301 358		42 095 301 358	

TABLEAU 2 — EXPOSÉ COMPARATIF DES TOTAUX DES MINISTÈRES

Nº	Ministères	1989-1990 Prévisions	Variation	1988-1989 Prévisions	1987-1988 Dépenses
		$	$	$	$
I	Agriculture et Alimentation	540 332 691	(39 358 432)	579 691 123	580 492 605
II	Bureau de l'Assemblée législative	95 548 400	4 069 400	91 479 000	69 332 989
III	Procureur général	479 399 191	81 658 868	397 740 323	381 612 079
IV	Bureau du Conseil des ministres	9 338 600	353 000	8 985 600	7 702 987
V	Bureau du directeur général des élections	645 400	26 800	618 600	31 070 899
VI	Affaires civiques	51 553 391	7 354 368	44 199 023	37 815 944
VII	Collèges et Universités	2 745 963 691	179 268 968	2 566 694 723	2 391 193 941
VIII	Services sociaux et communautaires	5 007 179 891	743 300 068	4 263 879 823	3 774 742 482
IX	Consommation et Commerce	156 214 091	8 827 068	147 387 023	134 927 328
X	Services correctionnels	453 893 291	59 596 148	394 297 143	401 724 530
XI	Culture et Communications	316 801 891	63 766 948	253 034 943	238 300 872
XII	Office des personnes handicapées	7 874 111	221 078	7 653 033	5 854 661
XIII	Éducation	5 195 373 591	101 197 668	5 094 175 923	4 435 990 325
XIV	Énergie	42 737 691	(1 314 952)	44 052 643	42 543 858
XV	Environnement	528 496 091	79 011 068	449 485 023	405 304 820
XVI	Institutions financières	40 699 597	4 814 617	35 884 980	31 355 581
XVII	Services gouvernementaux	726 875 591	89 753 148	637 122 443	542 280 591
XVIII	Santé	13 903 572 491	1 240 083 268	12 663 489 223	11 531 807 061
XIX	Logement	536 644 191	93 280 068	443 364 123	333 377 501
XX	Industrie, Commerce et Technologie	340 353 591	7 707 868	332 645 723	281 132 843
XXI	Affaires intergouvernementales	8 662 197	774 417	7 887 780	9 186 853
XXII	Travail	138 864 991	17 702 168	121 162 823	107 196 969
XXIII	Bureau du lieutenant-gouverneur	581 100	51 700	529 400	545 431
XXIV	Conseil de gestion	167 873 894	(75 902 649)	243 776 543	36 839 594
XXV	Affaires municipales	566 756 391	(413 696 332)	980 452 723	927 977 774
XXVI	Office des affaires autochtones	6 313 700	146 200	6 167 500	3 214 703
XXVII	Richesses naturelles	569 852 891	25 186 468	544 666 423	552 575 157
XXVIII	Développement du Nord et Mines	322 080 282	23 051 936	299 028 346	234 247 391
XXIX	Bureau de l'ombudsman	7 471 100	348 400	7 122 700	6 617 800
XXX	Cabinet du premier ministre	2 392 182	235 625	2 156 557	2 193 912
XXXI	Bureau du vérificateur provincial	7 428 200	410 000	7 018 200	6 406 601
XXXII	Revenu	850 141 391	31 603 268	818 538 123	785 952 391
XXXIII	Office des personnes âgées	9 407 211	109 178	9 296 033	4 654 513
XXXIV	Formation professionnelle	423 596 791	17 268 548	406 328 243	385 393 121
XXXV	Solliciteur général	469 944 791	40 764 268	429 180 523	406 514 426
XXXVI	Tourisme et Loisirs	200 087 891	8 571 568	191 516 323	180 032 619
XXXVII	Transports	2 313 089 891	240 352 191	2 072 737 700	1 913 973 693
XXXVIII	Trésor et Économie	4 834 547 691	269 822 168	4 564 725 523	4 181 863 088
XXXIX	Office de la condition féminine	16 711 300	(818 300)	17 529 600	17 096 153
	TOTAL	42 095 301 358	2 909 597 857	39 185 703 501	35 421 046 086

TABLEAU 3 — DÉPENSES

N°	Ministères	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
		$	$	$	$
I	Agriculture et Alimentation	80 625 091	12 096 200	11 173 700	33 700 100
II	Bureau de l'Assemblée législative	46 799 700	7 744 200	9 888 900	19 055 700
III	Procureur général	218 529 591	37 847 400	15 057 900	75 244 400
IV	Bureau du Conseil des ministres	5 073 000	825 600	337 500	1 443 500
V	Bureau du directeur général des élections	566 200	79 200	—	—
VI	Affaires civiques	16 592 391	2 222 000	1 513 900	4 628 600
VII	Collèges et Universités	16 005 091	2 483 300	2 845 100	6 432 300
VIII	Services sociaux et communautaires	356 718 991	56 689 600	15 845 400	62 335 300
IX	Consommation et Commerce	79 081 291	12 261 900	6 729 300	19 000 000
X	Services correctionnels	280 835 691	42 127 500	16 802 100	72 323 400
XI	Cultures et Communications	29 745 691	3 949 300	2 852 500	11 444 800
XII	Office des personnes handicapées	1 887 311	265 400	343 900	944 900
XIII	Éducation	85 276 291	12 614 800	9 094 000	36 962 800
XIV	Énergie	11 841 791	1 779 300	1 425 400	9 284 600
XV	Environnement	114 712 091	16 543 700	8 353 100	81 588 100
XVI	Institutions financières	21 085 897	3 520 100	1 320 600	13 234 200
XVII	Services gouvernementaux	112 911 491	507 326 200	81 990 300	372 337 400
XVIII	Santé	414 284 791	69 110 600	24 988 400	97 358 000
XIX	Logement	58 022 091	7 820 200	8 687 800	34 310 400
XX	Industrie, Commerce et Technologie	34 566 791	5 387 100	10 418 900	36 185 400
XXI	Affaires intergouvernementales	3 850 597	703 000	832 000	1 820 800
XXII	Travail	78 720 891	11 533 900	10 000 100	18 612 600
XXIII	Bureau du lieutenant gouverneur	370 900	45 100	57 700	1 800
XXIV	Conseil de gestion	60 770 794	5 367 800	1 822 500	140 320 400
XXV	Affaires municipales	22 233 791	3 245 900	2 340 800	6 659 500
XXVI	Office des affaires autochtones	1 430 500	228 800	132 600	397 000
XXVII	Richesses naturelles	223 225 391	31 814 200	30 460 300	208 320 200
XXVIII	Développement du Nord et Mines	29 626 882	3 876 500	6 133 000	27 180 700
XXIX	Bureau de l'ombudsman	5 002 600	714 000	441 600	993 900
XXX	Cabinet du premier ministre	1 751 382	200 800	176 000	187 800
XXXI	Bureau du vérificateur provincial	5 210 200	665 000	277 000	1 112 000
XXXII	Revenu	152 736 491	23 223 300	15 579 600	28 684 400
XXXIII	Office des personnes âgées	2 198 811	309 100	870 000	1 045 400
XXXIV	Formation professionnelle	23 949 091	3 692 200	3 268 500	12 653 700
XXXV	Solliciteur général	298 784 491	50 054 200	19 799 100	36 948 600
XXXVI	Tourisme et Loisirs	33 893 491	4 630 900	5 893 800	35 534 900
XXXVII	Transports	330 942 891	59 130 500	27 954 400	181 598 300
XXXVIII	Trésor et Économie	20 403 991	3 011 000	1 228 000	43 110 700
XXXIX	Office de la condition féminine	4 896 800	797 300	396 100	4 663 100
	TOTAL	3 285 161 258	1 005 937 100	357 331 800	1 737 659 700

Note : Les dépenses prévues par la loi ont été inscrites dans les catégories de dépenses correspondantes.

Voir la note à la page iv.

PRÉVUES POUR 1989-1990

Fournitures et matériel	Acquisition/ construction de biens immobiliers	Paiements de transfert	Autres opérations	*Moins :* Recouvrements d'autres activités et ministères	Dépenses	Autres paiements	Total
$	$	$	$	$	$	$	$
17 370 700	6 436 000	364 139 900	4 561 000	3 470 000	526 632 691	13 700 000	540 332 691
12 761 800	—	159 100	—	861 000	95 548 400	—	95 548 400
13 585 600	5 525 000	135 316 800	2 000	21 709 500	479 399 191	—	479 399 191
709 000	—	950 000	—	—	9 338 600	—	9 338 600
—	—	—	—	—	645 400	—	645 400
1 405 700	—	25 403 600	—	212 800	51 553 391	—	51 553 391
1 164 700	—	2 725 933 200	—	8 900 000	2 745 963 691	—	2 745 963 691
28 028 900	6 000 000	4 484 307 700	—	2 746 000	5 007 179 891	—	5 007 179 891
7 821 200	—	31 631 600	15 500	326 700	156 214 091	—	156 214 091
42 618 800	—	1 204 100	—	2 018 300	453 893 291	—	453 893 291
4 900 300	—	267 789 300	—	3 880 000	316 801 891	—	316 801 891
357 600	—	4 075 000	—	—	7 874 111	—	7 874 111
11 321 500	—	5 050 140 000	—	10 035 800	5 195 373 591	—	5 195 373 591
2 497 100	—	15 909 500	—	—	42 737 691	—	42 737 691
52 095 600	—	212 763 500	—	3 160 000	482 896 091	45 600 000	528 496 091
4 045 700	—	56 000	—	2 562 900	40 699 597	—	40 699 597
60 189 300	199 256 400	60 116 000	—	667 251 500	726 875 591	—	726 875 591
77 900 800	—	13 228 951 700	—	9 021 800	13 903 572 491	—	13 903 572 491
6 699 200	—	370 071 000	74 674 000	23 640 500	536 644 191	—	536 644 191
8 817 700	—	113 599 400	61 128 300	2 250 000	267 853 591	72 500 000	340 353 591
429 100	—	1 026 700	—	—	8 662 197	—	8 662 197
6 792 300	—	14 022 000	13 200	830 000	138 864 991	—	138 864 991
1 200	—	—	104 400	—	581 100	—	581 100
2 172 600	—	203 800	—	42 784 000	167 873 894	—	167 873 894
1 257 800	—	524 323 600	6 070 000	1 240 000	564 891 391	1 865 000	566 756 391
70 400	—	4 054 400	—	—	6 313 700	—	6 313 700
75 355 200	8 081 300	61 833 800	—	69 337 500	569 752 891	100 000	569 852 891
6 891 100	123 535 600	135 073 600	—	10 237 100	322 080 282	—	322 080 282
319 000	—	—	—	—	7 471 100	—	7 471 100
76 200	—	—	—	—	2 392 182	—	2 392 182
116 000	—	48 000	—	—	7 428 200	—	7 428 200
7 996 600	—	631 155 000	—	9 234 000	850 141 391	—	850 141 391
633 900	—	4 350 000	—	—	9 407 211	—	9 407 211
2 033 300	—	369 250 000	10 500 000	1 750 000	423 596 791	—	423 596 791
61 665 200	—	3 360 200	3 000	670 000	469 944 791	—	469 944 791
6 069 400	5 419 800	107 806 400	—	8 760 800	190 487 891	9 600 000	200 087 891
144 316 900	375 743 900	1 334 699 500	403 900	141 700 400	2 313 089 891	—	2 313 089 891
1 857 000	1 500 000	24 860 000	4 290 000 000	923 000	4 385 047 691	449 500 000	4 834 547 691
664 900	—	5 293 100	—	—	16 711 300	—	16 711 300
673 009 300	731 498 000	30 313 877 500	4 447 475 300	1 049 513 600	41 502 436 358	592 865 000	42 095 301 358

TABLEAU 4 — EFFECTIFS DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ONTARIO DU 1ER AVRIL 1988 AU 31 MARS 1989 (MOYENNE PROJECTÉE SUR 12 MOIS)

Ministères	Postes classifiés À temps plein	Postes classifiés À temps partiel	Postes non classifiés	Employés de la Couronne	Total
Agriculture et Alimentation	1 726	68	814	–	2 608
Procureur général	3 468	168	1 807	445	5 888
Bureau du Conseil des ministres	89	2	29	–	120
Affaires civiques	271	11	127	–	409
Collèges et Universités	296	–	100	2	398
Services sociaux et communautaires	9 105	314	1 823	5	11 247
Consommation et Commerce	1 731	28	585	239	2 583
Services correctionnels	6 331	143	1 278	46	7 798
Culture et Communications	599	8	217	–	824
Office des personnes handicapées	32	1	23	–	56
Éducation	1 484	4	456	275	2 219
Énergie	207	2	44	1	254
Environnement	2 420	21	439	–	2 880
Institutions financières	363	2	107	5	477
Services gouvernementaux	2 774	11	381	–	3 166
Santé	10 525	385	2 038	–	12 948
Logement	988	–	386	39	1 413
Industrie, Commerce et Technologie	634	1	152	–	787
Affaires intergouvernementales	69	–	19	–	88
Travail	1 560	4	259	43	1 866
Conseil de gestion	368	7	211	–	586
Affaires municipales	417	3	110	–	530
Office des affaires autochtones	20	1	6	–	27
Richesses naturelles	3 729	126	3 152	–	7 007
Développement du Nord et Mines	488	6	349	–	843
Cabinet du premier ministre	–	–	36	–	36
Revenu	3 826	14	599	–	4 439
Office des personnes âgées	18	–	34	–	52
Formation professionnelle	533	3	141	–	677
Solliciteur général	6 348	90	511	5	6 954
Tourisme et Loisirs	655	16	998	–	1 669
Transports	8 368	45	1 234	–	9 647
Trésor et Économie	380	3	65	–	448
Office de la condition féminine	56	1	23	–	80
TOTAL	69 878	1 488	18 553	1 105	91 024

NOTE : À l'exception du personnel des bureaux du lieutenant-gouverneur, de l'Assemblée législative, de l'ombudsman, du vérificateur provincial et du directeur général des élections.

Postes classifiés
Cette rubrique comprend les employés nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil ou la Commission de la fonction publique à titre de stagiaires ou d'employés réguliers à temps plein ou à temps partiel en vertu de la Loi sur la fonction publique et appelés fonctionnaires titulaires.

Postes non classifiés
Cettre rubrique comprend les employés nommés par un ministre en vertu de la Loi sur la fonction publique et appelés fonctionnaires. Ces employés peuvent être nommés à temps plein ou à temps partiel soit pour des projets, pour fournir des services professionnels, particuliers et saisonniers ou comme remplaçants.

Employés de la Couronne
Cette rubrique comprend toute personne nommée en vertu de lois spécifiques autres que la Loi sur la fonction publique et dont la rémunération est incluse dans la catégorie de dépenses "Traitements et salaires" des ministères.

II. — BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

SOMMAIRE

1989-1990 Prévisions		PROGRAMME	Variation	1988-1989 Prévisions	1987-1988 Dépenses
$			$	$	$
95 548 400		Bureau de l'Assemblée législative	4 069 400	91 479 000	69 332 989
95 548 400		**Total — Bureau de l'Assemblée législative**	4 069 400	91 479 000	69 332 989
1 977 700		**Moins : Crédits législatifs**	157 500	1 820 200	1 815 528
93 570 700	<	**TOTAL À VOTER**	3 911 900	89 658 800	67 517 461
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
95 548 400		Dépenses	4 069 400	91 479 000	69 332 989

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1988-1989 Prévisions	1987-1988 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1988-1989	81 494 300	
1.2 Comptes publics 1987-1988		69 332 989
2. Budget des dépenses supplémentaire		
2.1 Budget supplémentaire de 1988-1989	2 728 900	
3. Réorganisation gouvernementale		
3.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	7 255 800	
	91 479 000	69 332 989

II. — BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

CRÉDIT et poste	1989-1990 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1988-1989 Prévisions	1987-1988 Dépenses
	$		$	$	$
201		**PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**			
1	784 200	Bureau du président de l'Assemblée législative	(20 900)	805 100	553 516
2	5 424 500	Bureau du greffier	(125 500)	5 550 000	3 119 315
3	4 905 100	Ressources à engager aux fins de la session	308 500	4 596 600	4 738 758
4	9 909 600	Indemnités versées aux députés	143 600	9 766 000	10 455 610
5	16 329 700	Services de soutien aux députés	11 200	16 318 500	14 695 329
6	3 847 100	Bureaux de circonscription	651 200	3 195 900	2 859 334
7	9 035 900	Services de soutien aux groupes parlementaires	21 400	9 014 500	7 334 440
8	2 624 000	Hansard	(141 000)	2 765 000	2 289 657
9	4 968 600	Bibliothèque de l'Assemblée législative	(117 200)	5 085 800	4 585 303
10	6 439 200	Service de télédiffusion et d'enregistrement	(3 400)	6 442 600	3 817 577
11	2 950 500	Systèmes informatiques	791 200	2 159 300	2 627 047
12	4 055 200	Bureau du contrôleur	92 500	3 962 700	3 127 200
13	17 403 600	Services à l'Assemblée	5 248 200	12 155 400	3 889 300
14	1 252 200	Commission sur le financement des élections	(3 918 000)	5 170 200	2 828 928
15	3 240 800	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	769 600	2 471 200	596 147
16	400 500	Commission sur les conflits d'intérêts	200 500	200 000	—
L	1 977 700	Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative, Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative	157 500	1 820 200	1 815 528
	95 548 400	Total — Bureau de l'Assemblée législative	4 069 400	91 479 000	69 332 989
	1 977 700	Moins : Crédits législatifs	157 500	1 820 200	1 815 528
	93 570 700	**Montant à voter**	3 911 900	89 658 800	67 517 461

Description du programme :

Ce programme englobe les indemnités et les allocations ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée, de même que les diverses dépenses liées à l'administration de la Commission sur le financement des élections, du Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée et de la Commission sur les conflits d'intérêts. Tous les fonds sont prélevés sur le Fonds de l'Assemblée législative, qui est distinct et indépendant du Fonds consolidé du revenu (Ontario).

— NOTES —

II. — BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau du président de l'Assemblée législative (201-1)	$
Traitements et salaires	371 100
Avantages sociaux	48 800
Transports et communications	97 800
Services	172 500
Fournitures et matériel	94 000
	784 200

Bureau du greffier (201-2)	
Traitements et salaires	1 567 200
Avantages sociaux	202 100
Transports et communications	1 287 400
Services	351 000
Fournitures et matériel	2 016 800
	5 424 500

Ressources à engager aux fins de la session (201-3)	
Transports et communications	1 611 000
Services	810 500
Fournitures et matériel	2 483 600
	4 905 100

Indemnités versées aux députés (201-4)	
Traitements et salaires	7 046 200
Avantages sociaux	355 900
Transports et communications	2 507 500
	9 909 600

Services de soutien aux députés (201-5)	
Traitements et salaires	14 298 100
Avantages sociaux	2 031 600
	16 329 700

Bureaux de circonscription (201-6)	
Transports et communications	2 879 400
Services	299 800
Fournitures et matériel	667 900
	3 847 100

Services de soutien aux groupes parlementaires (201-7)	$
Traitements et salaires	6 714 200
Avantages sociaux	719 900
Transports et communications	40 800
Services	976 600
Fournitures et matériel	584 400
	9 035 900

Hansard (201-8)	
Traitements et salaires	1 733 500
Avantages sociaux	221 500
Transports et communications	97 000
Services	162 000
Fournitures et matériel	410 000
	2 624 000

Bibliothèque de l'Assemblée législative (201-9)	
Traitements et salaires	3 209 100
Avantages sociaux	442 600
Transports et communications	30 000
Services	306 100
Fournitures et matériel	980 800
	4 968 600

Service de télédiffusion et d'enregistrement (201-10)	
Traitements et salaires	1 020 000
Avantages sociaux	129 300
Transport et communications	36 000
Services	4 790 100
Fournitures et matériel	463 800
	6 439 200

Systèmes informatiques (201-11)	
Traitements et salaires	984 200
Avantages sociaux	137 200
Transports et communications	11 000
Services	726 000
Fournitures et matériel	1 092 100
	2 950 500

II. — BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

— NOTES —

II. — BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (suite)

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau du contrôleur (201-12)	$
Traitements et salaires	2 580 600
Avantages sociaux	391 400
Transports et communications	107 900
Services	432 100
Fournitures et matériel	384 100
Paiements de transfert	
Programme de stages de l'Assemblée législative	159 100
	4 055 200

Services à l'Assemblée (201-13)	
Traitements et salaires	4 655 900
Avantages sociaux	741 000
Transports et communications	1 039 900
Services	9 057 100
Fournitures et matériel	2 770 700
	18 264 600
Moins : Recouvrements d'autres activités	861 000
	17 403 600

Commission sur le financement des élections (201-14)	
Traitements et salaires	485 300
Avantages sociaux	60 600
Transports et communications	16 000
Services	456 200
Fournitures et matériel	234 100
	1 252 200

Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (201-15)	$
Traitements et salaires	2 064 300
Avantages sociaux	274 100
Transports et communications	122 200
Services	345 700
Fournitures et matériel	434 500
	3 240 800

Commission sur les conflits d'intérêts (201-16)	
Traitements et salaires	70 000
Avantages sociaux	10 500
Transports et communications	5 000
Services	170 000
Fournitures et matériel	145 000
	400 500

Crédits législatifs	
Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative	1 977 700
Total — Programme du Bureau de l'Assemblée législative	95 548 400
TOTAL — BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	95 548 400

V. — BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

SOMMAIRE

1989-1990 Prévisions		PROGRAMME	Variation	1988-1989 Prévisions	1987-1988 Dépenses
$			$	$	$
645 400		Bureau du directeur général des élections	26 800	618 600	31 070 899
645 400		**Total — Bureau du directeur général des élections**	26 800	618 600	31 070 899
—		**Moins : Crédits législatifs**	—	—	30 487 432
645 400	<	**TOTAL À VOTER**	26 800	618 600	583 467
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
645 400		Dépenses	26 800	618 600	31 070 899

V. — BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

CRÉDIT et poste	1989-1990 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1988-1989 Prévisions	1987-1988 Dépenses
	$		$	$	$
501		**PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**			
1	645 400	Bureau du directeur général des élections	26 800	618 600	583 467
L	—	Loi électorale	—	—	30 487 432
	645 400	Total — Bureau du directeur général des élections	26 800	618 600	31 070 899
	—	Moins : Crédits législatifs	—	—	30 487 432
	645 400	**Montant à voter**	26 800	618 600	583 467

Description du programme :

Le Bureau du directeur général des élections fonctionne sous la direction du Directeur général des élections et organise toute élection provinciale au poste de député à l'Assemblée législative, conformément à la Loi électorale de l'Ontario.

Le Bureau coordonne la nomination, la formation et la rémunération de tous les membres du personnel électoral, s'occupe de la location des locaux nécessaires et assure l'approvisionnement en matériel et en fournitures de tous les bureaux de vote lors d'une élection. En outre, il dirige et supervise les activités du bureau du directeur du scrutin dans chacune des 130 circonscriptions électorales.

Le Bureau dessert les ministères du gouvernement, ses organismes et le grand public de façon permanente en diffusant et en publiant des renseignements d'ordre historique sur les élections, les assemblées législatives, les conseils des ministres et les candidats politiques de la province.

— NOTES —

V. — BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau du directeur général des élections (501-1)	$
Traitements et salaires	566 200
Avantages sociaux	79 200
Total — Programme du Bureau du directeur général des élections	645 400
TOTAL — BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	645 400

XXIX. — BUREAU DE L'OMBUDSMAN

SOMMAIRE

1989-1990 Prévisions		PROGRAMME	Variation	1988-1989 Prévisions	1987-1988 Dépenses
$			$	$	$
7 471 100		Bureau de l'ombudsman	348 400	7 122 700	6 617 800
7 471 100		**Total — Bureau de l'ombudsman**	348 400	7 122 700	6 617 800
7 471 100	<	**TOTAL À VOTER**	348 400	7 122 700	6 617 800
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
7 471 100		Dépenses	348 400	7 122 700	6 617 800

XXIX. — BUREAU DE L'OMBUDSMAN

CRÉDIT et poste	1989-1990 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1988-1989 Prévisions	1987-1988 Dépenses
	$		$	$	$
2901		**PROGRAMME DU BUREAU DE L'OMBUDSMAN**			
1	7 471 100	L'ombudsman	348 400	7 122 700	6 617 800
	7 471 100	Total — Bureau de l'ombudsman	348 400	7 122 700	6 617 800

Description du programme :

Faire enquête sur toute décision prise, toute recommandation faite ou tout acte accompli ou omis dans le cadre de l'administration d'un ''organisme gouvernemental'' et touchant toute personne ou tout groupe de personnes à titre personnel. Par ''organisme gouvernemental'', on entend tout ministère, commission, conseil, office ou autre service administratif du gouvernement de l'Ontario, de même que toute entité qui y est rattachée.

— NOTES —

XXIX. — BUREAU DE L'OMBUDSMAN

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

L'ombudsman (2901-1)	$
Traitements et salaires	5 002 600
Avantages sociaux	714 000
Transports et communications	441 600
Services	993 900
Fournitures et matériel	319 000
Total — Programme du Bureau de l'ombudsman	7 471 100
TOTAL — BUREAU DE L'OMBUDSMAN	7 471 100

XXXI. — BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

SOMMAIRE

1989-1990 Prévisions $		PROGRAMME	Variation $	1988-1989 Prévisions $	1987-1988 Dépenses $
7 428 200		Administration de la Loi sur la vérification des comptes publics et vérifications prévues par la loi	410 000	7 018 200	6 406 601
7 428 200		**Total — Bureau du vérificateur provincial**	410 000	7 018 200	6 406 601
95 200		**Moins : Crédits législatifs**	—	95 200	96 511
7 333 000	<	**TOTAL À VOTER**	410 000	6 923 000	6 310 090
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
7 428 200		Dépenses	410 000	7 018 200	6 406 601

XXXI. — BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

CRÉDIT et poste	1989-1990 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1988-1989 Prévisions	1987-1988 Dépenses
	$		$	$	$
3101		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS ET VÉRIFICATIONS PRÉVUES PAR LA LOI**			
1	7 333 000	Bureau du vérificateur provincial	410 000	6 923 000	6 310 090
L	95 200	Traitement versé au vérificateur provincial en vertu de la Loi sur la vérification des comptes publics	—	95 200	96 511
	7 428 200	Total — Administration de la Loi sur la vérification des comptes publics et vérifications prévues par la loi	410 000	7 018 200	6 406 601
	95 200	Moins : Crédits législatifs	—	95 200	96 511
	7 333 000	**Montant à voter**	410 000	6 923 000	6 310 090

Description du programme :

Le vérificateur provincial a pour fonction d'aider le Parlement à obtenir du gouvernement qu'il rende des comptes sur sa façon de gérer les fonds publics.

Le vérificateur provincial vérifie les comptes de la province et des organismes de la Couronne, conformément aux conditions de sa nomination en vertu de la Loi sur la vérification des comptes publics et de diverses autres lois et dispositions ayant force exécutoire. Le vérificateur provincial émet des avis sur les états financiers de la province et des organismes de la Couronne, en indiquant s'ils présentent fidèlement la situation, conformément au principe de la continuité et aux pratiques comptables spécifiées. En outre, le vérificateur provincial fait chaque année rapport à l'Assemblée législative sur toute question importante soulevée par ses vérifications.

— NOTES —

XXXI. — BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau du vérificateur provincial (3101-1)	$
Traitements et salaires	5 115 000
Avantages sociaux	665 000
Transports et communications	277 000
Services	1 112 000
Fournitures et matériel	116 000
Paiements de transfert	
Fondation canadienne pour la vérification intégrée	48 000
	7 333 000
Crédits législatifs	
Traitement versé au vérificateur provincial	95 200
Total — Programme d'administration de la Loi sur la vérification des comptes publics et vérifications prévues par la loi	7 428 200
TOTAL — BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL	7 428 200

INDEX

Page

B

Bibliothèque de l'Assemblée législative 2
Bureau de l'Assemblée législative 1
Bureau de l'ombudsman 11
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée 2
Bureau du contrôleur 2
Bureau du directeur général des élections 7
Bureau du greffier 2
Bureau du président de l'Assemblée législative 2
Bureau du vérificateur provincial 15
Bureaux de circonscription 2

C

Commission sur le financement des élections 2
Commission sur les conflits d'intérêts 2
Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative 2

F

Fondation canadienne pour la vérification intégrée . . . 17

H

Hansard 2

Page

I

Indemnités versées aux députés 2

P

Programme d'administration de la Loi sur la vérification des comptes publics et vérifications prévues par la loi 16
Programme de stages de l'Assemblée législative 5
Programme du Bureau de l'Assemblée législative . . . 2

S

Service de télédiffusion et d'enregistrement 2
Services à l'Assemblée 2
Services de soutien aux députés 2
Services de soutien aux groupes parlementaires 2
Systèmes informatiques, Assemblée législative 2